

# Entre crise de liquidités bancaires et calvaire des fonctionnaires

*Au Gabon, la crise de la liquidité bancaire a un nom : Postebank. Les victimes aussi : les fonctionnaires gabonais ! Plusieurs jours après le virement des salaires le 25 octobre dernier, les échos des pleurs continuent de résonner dans tout le pays.*

**Carole Moussavou**

A Franceville comme partout dans le Gabon, les fonctionnaires domiciliés à la Postbank ont été redirigés dans d'autres structures bancaires et éprouvent toutes les difficultés du monde à percevoir leurs salaires. « Comme hier, c'est difficile. On souffre. On est de pauvres Gabonais abandonnés. Depuis lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, on est là et on n'est pas encore reçu », s'alarmait un fonctionnaire aux micros de TV+ le vendredi 04 novembre dernier. « Quitter nos maisons pour venir mendier notre propre salaire, c'est du jamais vu. C'est stressant. Hier, deux personnes sont tombées dans les pommes. On aurait pu enregistrer des mort ;, juste pour avoir son salaire », s'indignait un autre. Il n'y a pas que les fonctionnaires de Franceville qui sont concernés.

Le calvaire touche également ceux des villes environnantes et même des provinces sœurs du Haut-Ogooué qui doivent parcourir de longues distances pour venir à Franceville, Ecobank n'existant pas dans les dites provinces. « La situation est vraiment grave. Domicilié à Postbank et se retrouver à Ecobank ! On quitte Ndinga, Koulamoutou, Makokou pour venir percevoir l'argent à Franceville. C'est très difficile et risqué. Les gens sont donc obligés de quitter leur poste de travail pendant des semaines pour percevoir leurs salaires », se lamentait un fonctionnaire visiblement dépassé par la situation.

## **Crise à Postbank : prélude d'une crise de liquidité bancaire au Gabon ?**

La crise de la liquidité à Postbank est-elle annonciatrice d'une crise de liquidité du système bancaire gabonais ?



**La Postebank au bord de la faillite.**

C'est la question qu'on est en droit de se poser. Même si, à la différence des autres banques, la Postbank est un établissement public qui peut, en cette période de mauvaise conjoncture économique, être le reflet des caisses presque vides du Trésor public. Le fait de rediriger les fonctionnaires vers des structures bancaires privées pour toucher leurs salaires du mois d'octobre a permis de montrer au grand jour les fragilités du système bancaire national. En effet, les Gabonais ont vu, des jours durant, de longues files d'attente se former devant les guichets vides des banques. Phénomène qui ressemblait beaucoup à une panique bancaire. Mais comment cette crise de liquidité de courte durée est-elle arrivée ? Chaque 25 du mois, le Trésor public dépose des chèques libellés au nom de chaque fonctionnaire correspondant au montant des salaires à payer dans les banques commerciales où leurs comptes sont domiciliés, sans décaissement de liquidité.

Les banques commerciales créditent les comptes des clients qui peuvent, de ce fait, rentrer en possession de leurs fonds. Cependant, au moment

de créditer les comptes des fonctionnaires, la liquidité bancaire détenue par les banques correspond au montant des dépôts de leurs clients. Il faut donc que cette liquidité soit suffisante pour permettre aux fonctionnaires de faire leurs retraits d'espèces. Le fonctionnaire gabonais, qui n'a pas trop confiance au système bancaire, retire le plus souvent tout son salaire chaque 25 du mois. D'où les longues files d'attente constatées devant les banques. L'Etat, qui redirige les fonctionnaires de la Postbank vers Ecobank, fait courir un risque de liquidité à cette dernière qui n'était pas préparée à recevoir ce surplus de retraits d'espèces. Il faut donc qu'à la suite des dépôts des chèques auprès des banques commerciales, le Trésor public apporte de la liquidité aux banques. Malheureusement, cela a mis du temps le mois dernier à cause des difficultés de trésorerie de l'Etat qui est obligé de recourir à l'emprunt massif pour ses charges courantes. Nous avons donc assisté le mois dernier, à une crise de liquidité de courte durée. Tout dépendra donc de la santé des finances publiques dans les mois à venir.